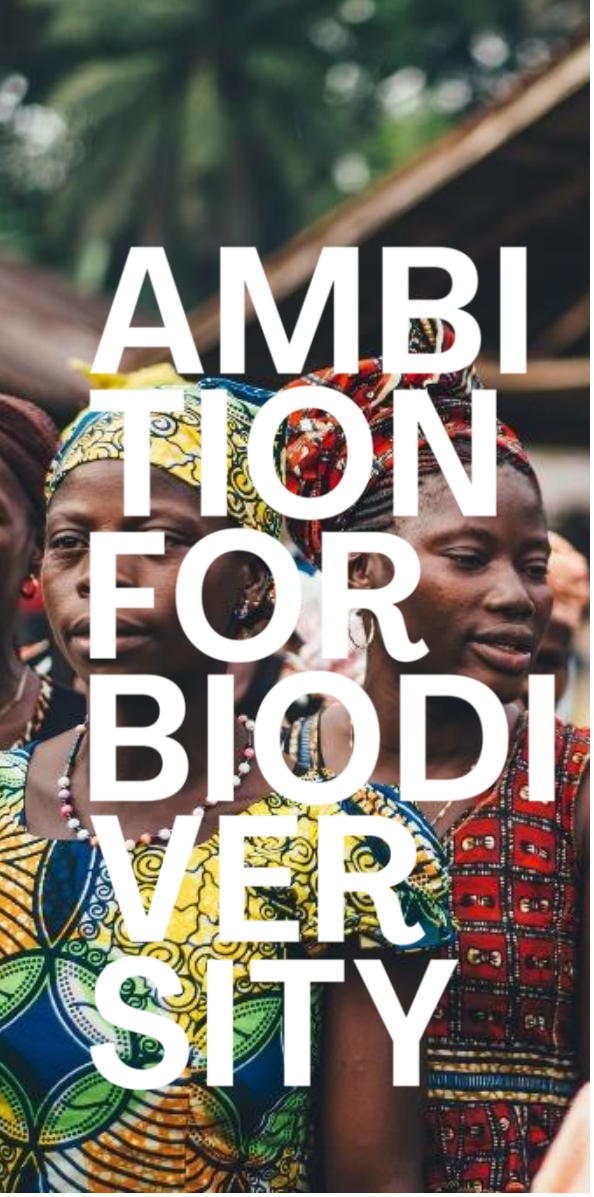


ambition for biodiversity

BIODEV
2030

Rapport d'enquête de perception et satisfaction du projet BIODEV2030

Mars 2023

AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT — FINANCEMENT

EXPERTISE FRANCE GROUPE AFD — COORDINATION

UICN WWF — MISE EN ŒUVRE

Table des matières

A. Introduction 3

1 Contexte de l'enquête 3

2 Objectifs de l'enquête 3

3 Approche méthodologie 4

4 Limites de l'enquête 4

B. Résultats de l'enquête 6

1 Profil des répondant.e.s 6

Répartition des répondant.e.s par pays 6

Répartition par genre 6

Répartition des répondant.e.s par catégories d'acteurs 7

Répondant.e.s selon leur date d'arrivée sur le projet 9

2 Intérêt et satisfaction de la démarche proposée par BIODEV2030 pour la construction d'engagements volontaires 11

Satisfaction des répondant.e.s sur la démarche proposée par BIODEV2030 11

Perception sur la mobilisation du privé 11

Perception sur la co-construction pour des EV ambitieux 13

Perception sur la nécessité de s'appuyer sur un diagnostic initial pour construire des EV 14

3 Perception sur la portée des engagements volontaires 15

4 Perception sur la vocalité et le renforcement du secteur privé sur l'intégration de la biodiversité 16

5 Evolution du niveau de connaissances sur les liens entre biodiversité et développement 18

Sur l'état de la biodiversité 18

Sur l'impact des pratiques productives sur la biodiversité 19

Sur les pratiques productives qui préservent la biodiversité 20

Sur le rôle des politiques publiques dans la préservation de la biodiversité 20

Sur la dépendance des secteurs économiques et population au bon état de la biodiversité 21

6 Perception sur le choix des secteurs économiques 22

7 L'appropriation des enjeux de biodiversité par les médias 23

C. Conclusion 23

Annexe – Questionnaire d'enquête 25

A. Introduction

1 Contexte de l'enquête

La présente enquête a été conduite dans le cadre du projet BIODEV2030, projet mené entre fin 2019 et fin 2022 et financé par l'Agence française de développement. Coordonné par Expertise France et mis en œuvre par UICN et WWF, le projet avait pour objectif d'inciter l'intégration de la biodiversité[1] dans les secteurs économiques avec le plus d'impact sur la biodiversité dans 16 pays. Pour y parvenir, le projet a œuvré à mettre en évidence les liens entre pratiques productives et écosystèmes (impacts comme dépendances) mais aussi à associer toutes les parties prenantes, expertes ou non de la biodiversité (acteurs privé, décideurs publiques, ONG, instituts de recherche, société civile), afin qu'elles travaillent ensemble pour élaborer et mettre en œuvre des changements transformateurs.

L'approche proposée par BIODEV2030 était fondée sur trois principes essentiels : 1) fonder le dialogue pour l'intégration de la biodiversité sur la science, 2) inclure l'ensemble des acteurs concernés dans le dialogue pour aboutir à des actions concrètes, 3) aboutir à des engagements sectoriels volontaires qui soient la résultante du dialogue multi-acteurs.

Les indicateurs de performance tels que déterminés dans le cadre logique du projet étaient principalement portés sur les réalisations du projet. Cette enquête vise à compléter ces indicateurs de performance et à apprécier plus largement les effets du projet en sondant les parties prenantes sur leur perception et leur satisfaction quant à l'approche BIODEV2030, ses grands principes et les résultats obtenus.

2 Objectifs de l'enquête

Ce document décrit les résultats de l'enquête de perception et de satisfaction menée entre novembre et décembre 2022 auprès des parties prenantes du projet BIODEV2030.

Cette enquête avait pour intention principale d'objectiver les effets du projet sur les parties prenantes et de recueillir leur perception réelle sur les services rendus par le projet pour engager les acteurs dans une démarche de co-construction d'engagements volontaires.

Au-delà de la satisfaction, l'enquête avait pour objectif d'apprécier la perception des parties prenantes sur l'acquisition de nouvelles connaissances sur l'intégration de la biodiversité et l'état de la biodiversité dans leur pays.

L'enquête s'est adressée à l'ensemble des groupes cibles du projet, à savoir :

- Les Points focaux nationaux de la CDB (NFP)
- Les acteurs institutionnels : ministères de l'environnement, ministères sectoriels et ministères du budget/planification,
- Les acteurs du privé : entreprises, organisations faitières, organisations financières,
- La société civile : associations, ONG,
- Les médias.

[1] L'intégration de la biodiversité désigne généralement le fait de s'assurer de la prise en compte pleine et adéquate de la biodiversité (et de ses services rendus) dans les décisions politiques et pratiques, à la fois publiques et privées, qui reposent et influent sur elle.

3 Approche méthodologie

Afin d'atteindre les objectifs de cette enquête et en prenant en compte les contraintes liés à la multiplicité des pays d'intervention et à la disponibilité des parties prenantes, le choix a porté sur une approche quantitative uniquement. Un questionnaire a ainsi été élaboré pour sonder et recueillir les informations auprès des parties prenantes sur les dimensions susmentionnées. La majorité des questions a été conçue sous la forme d'échelles de Likert ou de questions à choix multiples. Le choix a été fait de ne pas proposer de questions ouvertes afin de faciliter les réponses et le traitement.

Les Assistant.es techniques (AT) / Chef.fes de projet des 16 pays ont été les principaux canaux de diffusion de l'enquête, puisque les derniers ateliers de dialogue menés dans les pays ont été considérés comme étant des opportunités précieuses pour présenter l'enquête, son objectif et ainsi inviter les participants à y répondre directement pendant l'atelier. Le recours à cette solution a été décidé puisqu'il n'était pas possible d'administrer l'enquête individuellement par le biais d'entretiens, et les risques d'un taux de réponse très bas étaient plus importants si l'envoi avait été fait uniquement par email.

Les données recueillies à l'issue de l'enquête ont été intégrées dans une base de données. Les analyses ont été réalisées en utilisant une approche de traitement privilégiant l'utilisation de tableaux croisés dynamiques. Les différentes analyses produites dans ce rapport résultent donc du traitement statistique des informations collectées.

4 Limites de l'enquête

Plusieurs limites nous invitent à considérer les résultats avec précaution.

- Une première limite porte sur le manque de maitrise de l'**échantillonnage**. Ceci est d'une part dû au manque d'exactitude de la population d'enquête. En effet, il n'était pas possible de savoir à l'avance combien de personnes seraient présentes lors des derniers ateliers de dialogue menés dans les pays. Par ailleurs, le questionnaire a été renseigné sur une base volontaire et les résultats sont donc tributaires de la volonté des personnes à y répondre. Il semblerait enfin que certains problèmes techniques aient été rencontrés, notamment au Mozambique, empêchant certaines personnes de soumettre leurs réponses.

- Une deuxième limite est d'avoir tenté de quantifier des dynamiques liées à l'acquisition de connaissances sur des notions parfois très abstraites et intangibles. Une étude de référence n'ayant pas été menée en début de projet, il a été choisi de demander aux répondant.e.s d'estimer a posteriori leur compréhension des différents sujets avant leur implication sur le projet sur la base d'une échelle de Likert, et de faire de même sur leur compréhension au moment du remplissage du questionnaire. Il n'a pas été possible dans le cadre de cette étude de combiner le questionnaire avec une **méthodologie qualitative** (entretiens) pour affiner les sujets de compréhension et d'appropriation des enjeux. Toutefois, le processus de capitalisation mené dans le cadre du projet et l'évaluation des engagements volontaires en cours (février-mars 2023) permettront de trianguler ces informations et d'apporter une dimension plus objective et qualitative au traitement statistique des résultats de l'enquête.

- Certaines questions portant sur des caractéristiques des acteurs devaient permettre de tirer des conclusions ou fournir des pistes de conclusion sur la corrélation entre différentes variables (i.e. : la taille des entreprises en nombre de salariés et montant

du chiffre d’affaires). Ces questions n’ayant délibérément pas été requises, le taux de réponse est faible, sur un échantillon déjà faible. Elles n’ont donc pas pu être intégrées dans l’analyse.

B. Résultats de l'enquête

1 Profil des répondant.e.s

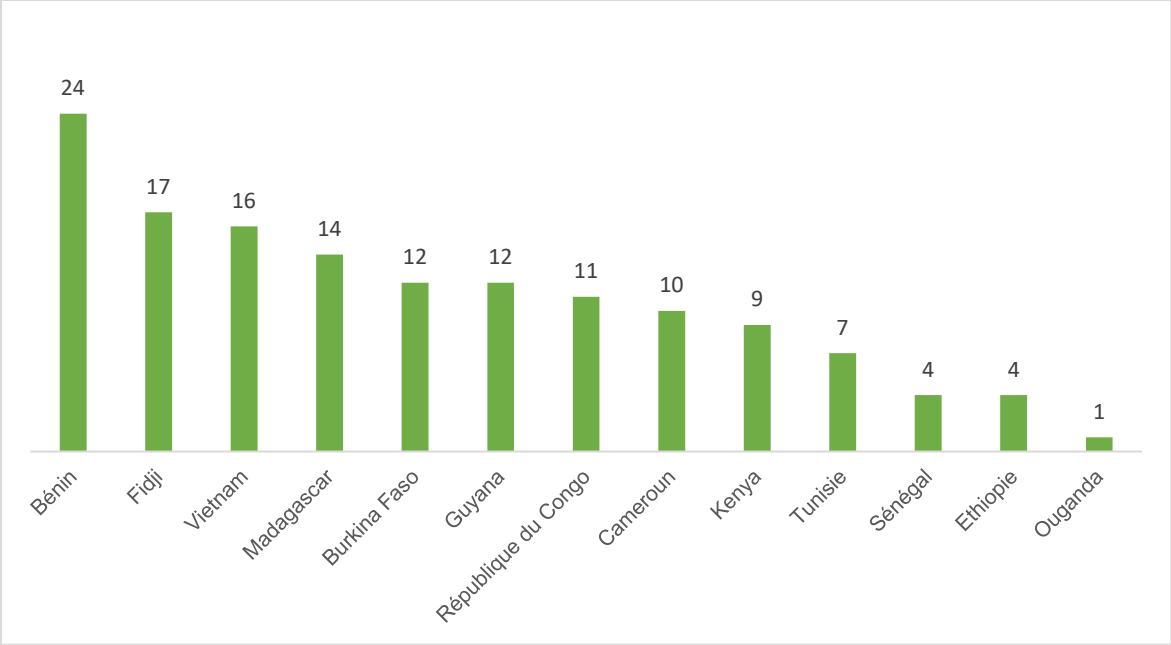
Un total de **141 personnes** a répondu au questionnaire[2]. Comme expliqué dans les limites de l'enquête, la population ciblée par l'exercice n'était pas très précise. D'après les dernières informations remontées par les AT/Chef.fes de projet dans les 16 pays, 672 organisations étaient impliquées dans les espaces de dialogue constitués dans les pays, mais toutes n'étaient pas forcément présentes lors des ateliers finaux et donc n'ont pu avoir une présentation de l'enquête. Les organisations ont parfois été représentées par plusieurs personnes, mais ces personnes pouvaient se substituer et alterner leur présence – nous partons donc du postulat que la population ciblée est de 672, en l'absence d'un groupe précis et stable.

Selon les règles de l'échantillonnage, il aurait fallu 245 répondant.e.s pour avoir un échantillon représentatif des parties prenantes du projet. Par ailleurs, cette représentativité baisse lorsque nous regardons les catégories d'acteurs et les pays (voir ci-dessous), les deux variables principales de l'enquête.

Répartition des répondant.e.s par pays

3 des 16 pays ne sont pas représentés (Guinée, Mozambique et Gabon). Certains pays n'ont eu que très peu de répondant.e.s.

Figure 1 Répondant.e.s par pays

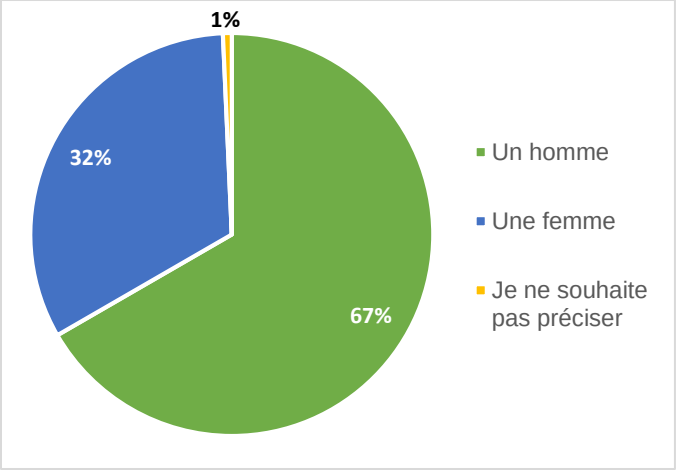


Répartition par genre

67% (94) des répondant.e.s étaient des hommes, 32% (46) des femmes.

[2] Ce chiffre a été obtenu après un travail rigoureux de contrôle et nettoyage des données afin d'identifier et supprimer les doublons et incohérences évidentes.

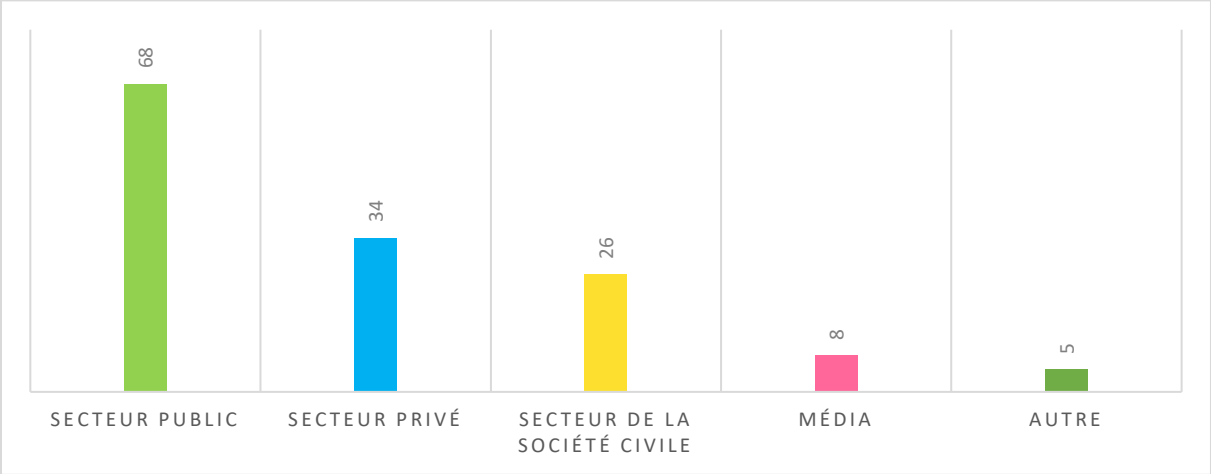
Figure 2 Répondant.e.s par genre



Répartition des répondant.e.s par catégories d'acteurs

La typologie des acteurs ou structures du projet telle qu'utilisée dans le système de suivi-évaluation a été repris pour l'enquête. La quasi moitié des répondant.e.s étaient du secteur public (68 personnes, soit 48%). Le secteur privé a représenté un quart des répondants (34 personnes, soit 24%). 26 personnes, soit 18%, étaient issues de la société civile. Enfin, un petit nombre de répondant.e.s (8, soit quasi 6%) étaient des journalistes.

Figure 3 Répondant.e.s par types de structures

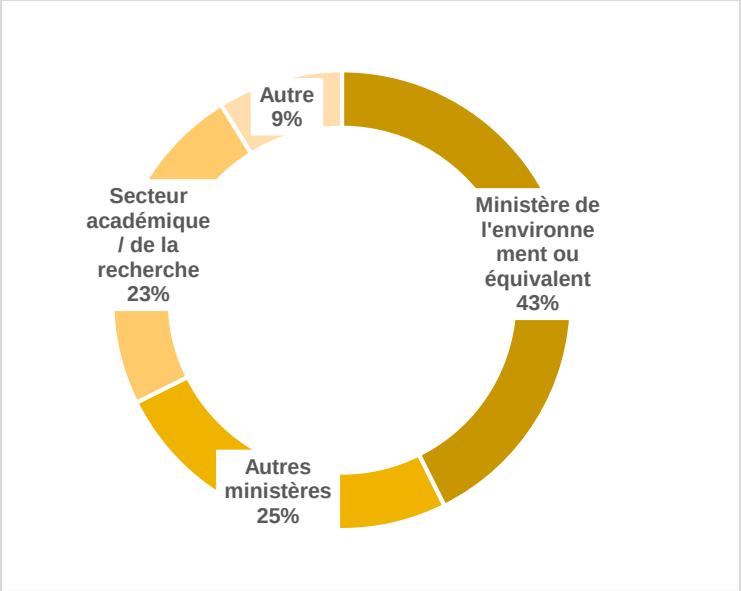


Si nous comparons ces chiffres avec la répartition par catégorie de structures dans les plateformes de dialogue des 16 pays telle que obtenu via le suivi des indicateurs du projet, nous constatons que le secteur public a été surreprésenté dans cette enquête. En effet, les structures du public et du privé ont représenté chacune un tiers des participants des plateformes de dialogue (32% pour les acteurs du public, 34% pour le privé).

Concernant le secteur public

Les répondant.e.s ont eu à préciser l'institution pour laquelle ils ou elles travaillaient. 42% (29 personnes) venait des Ministères de l'environnement des pays ou équivalent, et environ un quart (17 personnes) de ministères sectoriels (agriculture et/ou élevage pour 9 d'entre eux). Un autre quart était du secteur académique et de la recherche (universités, consultants, laboratoires). La très grande majorité (85%) venait du niveau central / fédéral.

Figure 4 Répondant.e.s issu.e.s du secteur public par sous-catégories

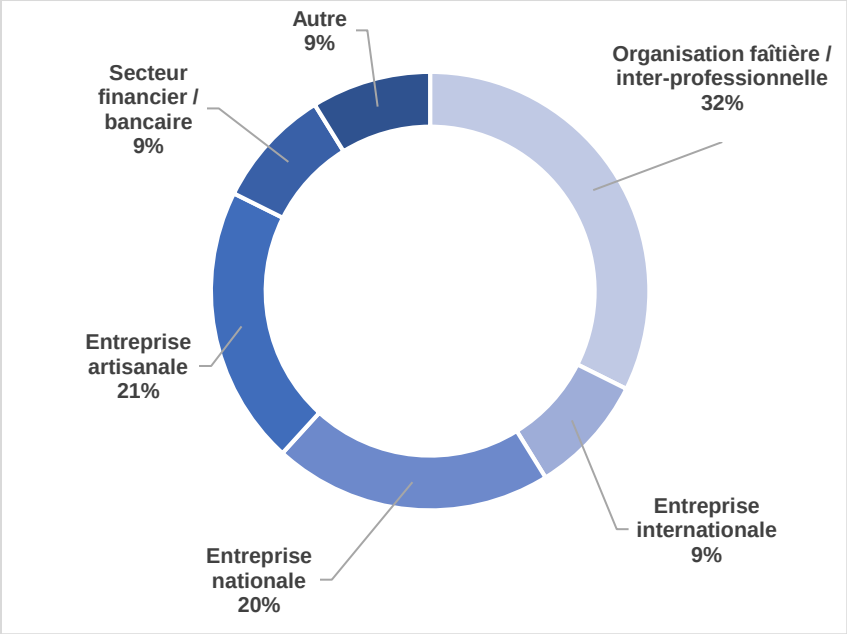


Une grande partie (18 personnes) était des répondant.e.s avec des postes à haute responsabilité : 13 d'entre eux étaient à la tête d'unité ou de département, 2 directeur.trices général, et 3 des cabinets ministériels. 18 autres répondant.e.s étaient issus des fonctions techniques (expert.e.s scientifiques, économiques, juridiques).

Concernant le secteur privé

Pour ce qui est des 34 répondant.e.s issus du privé, un tiers travaillait pour des organisations inter-professionnelles, 20% pour des entreprises nationales et des entreprises artisanales chacune, 9% pour des entreprises internationales et le secteur bancaire chacune. Parmi les 24 répondant.e.s ayant précisé leur secteur d'intervention ou filière, l'agriculture a ici aussi été prédominante (7 répondants), puis l'exploitation forestière (5) et les bureaux d'étude (5). Concernant le niveau hiérarchique des 27 répondant.e.s ayant fourni une réponse, les deux tiers occupait des fonctions d'encadrement et de direction (9 chacune).

Figure 5 Répondant.e.s issu.e.s du secteur privé par sous-catégories



Concernant la société civile

Les organisations de la société civile ont représenté 18% des répondant.e.s, ce qui correspond au taux de représentativité pendant le projet dans son ensemble (20%). Tous les répondant.e.s étaient issus du secteur associatif, à l'exception d'un.e représentant.e d'une communauté locale. Aucun représentant.e de peuple autochtone n'a pris part à l'enquête – il est possible que cela soit dû à l'accès parfois difficile au réseau internet dans des zones rurales et/ou plus reculées et au fait que les ateliers très formels de validation des engagements volontaires ont parfois fait suite à des sessions de consultations par filières avec les producteurs et autres acteurs des filières au niveau local, comme cela fut le cas à Fidji par exemple (où 14 représentant.e.s de peuples autochtones ont été impliqué.e.s mais aucun n'ont pu répondre au questionnaire).

Répondant.e.s selon leur date d'arrivée sur le projet

L'enquête a également cherché à savoir à quel moment les répondant.e.s avaient commencé à prendre part au projet. Nous noterons qu'une grande partie des répondant.e.s est arrivée récemment sur le projet, avec 48% arrivé.e.s en 2022, dont 30% au dernier semestre. En corolaire, plus des trois quarts des répondant.e.s ont participé entre 1 et 4 évènements BIODEV2030.

Figure 6 Répondant.e.s selon leur date d'arrivée sur le projet

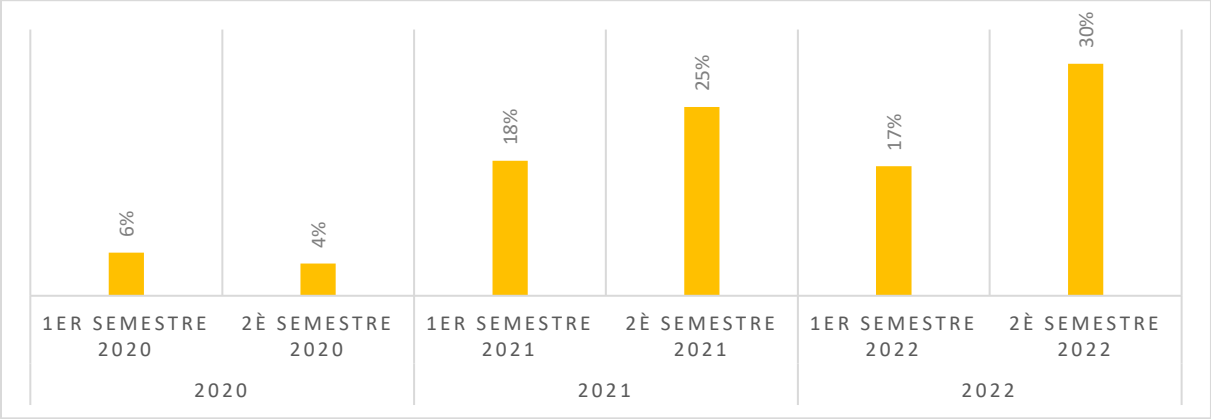
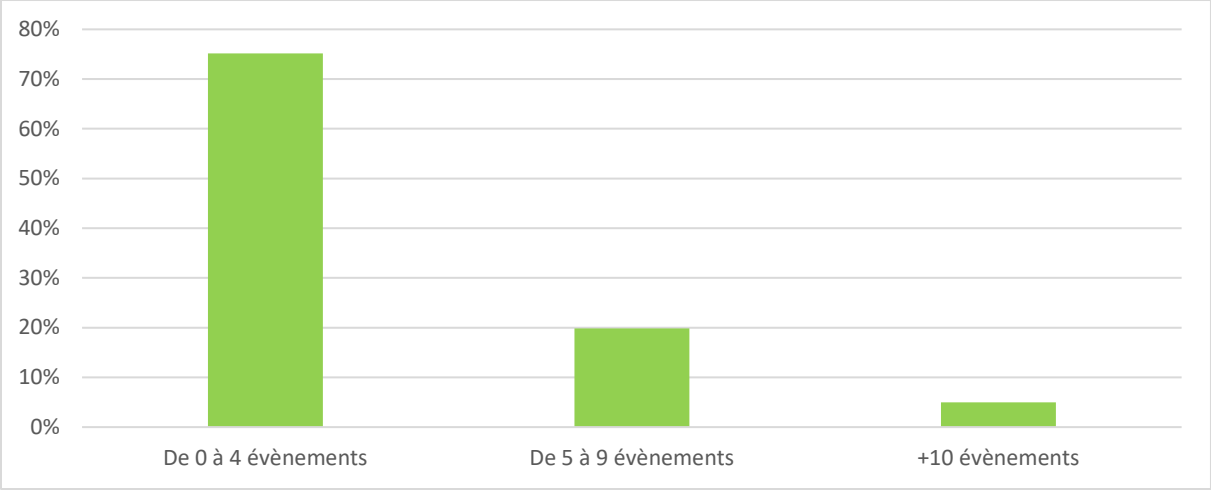


Figure 7 Participation aux évènements BIODEV2030



2 Intérêt et satisfaction de la démarche proposée par BIODEV2030 pour la construction d'engagements volontaires

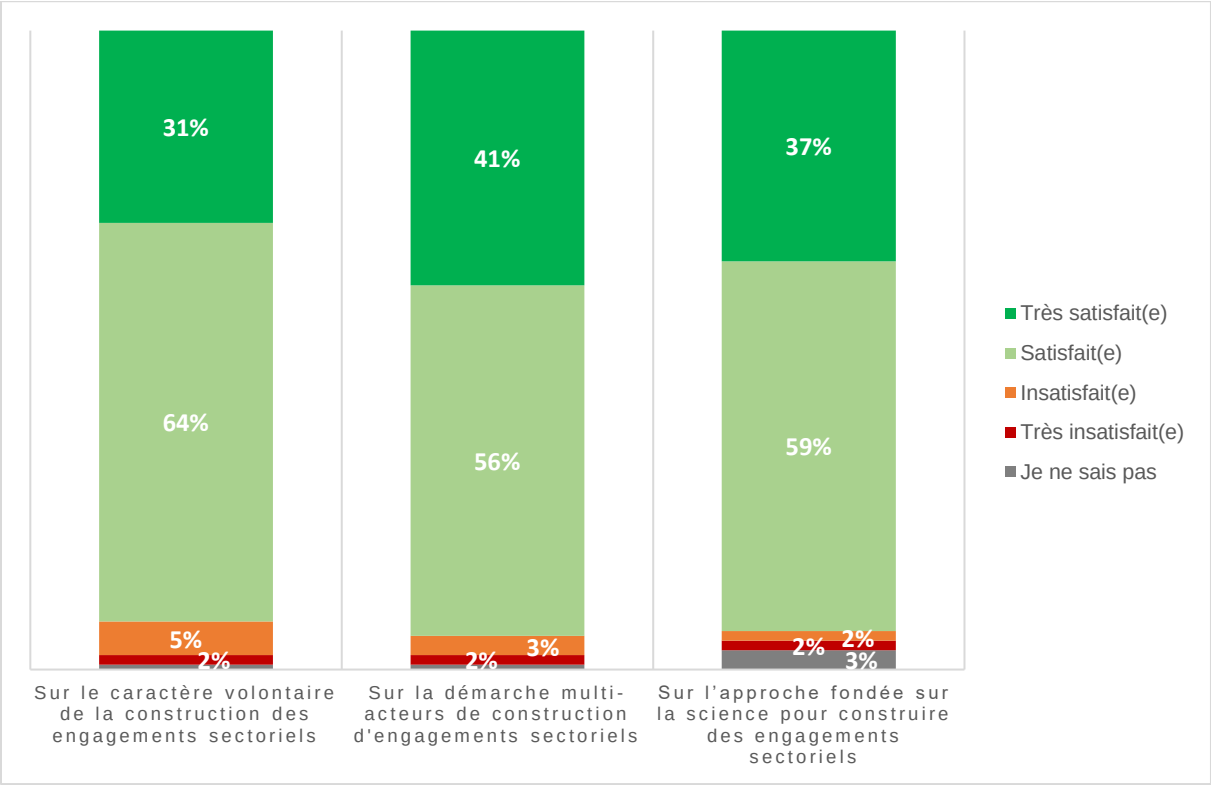
Satisfaction des répondant.e.s sur la démarche proposée par BIODEV2030

Le projet BIODEV2030 comporte plusieurs singularités, et il s'agit via l'enquête de vérifier si celles-ci sont des valeurs ajoutées et des forces : la dimension volontaire des engagements qui étaient discutés et actés, la mobilisation et le rassemblement d'acteurs divers pour influer sur les pratiques du secteur privé.

Les 133 répondant.e.s ayant contribué à cette question ont déclaré à 92% être satisfait.e.s du caractère volontaire de la construction des EV telle que mise en œuvre par le projet BIODEV2030, 94% par la démarche multi-acteurs initiée par le projet, et 93% par l'approche fondée sur la science pour construire ces EV. Il faut toutefois noter qu'entre 30 et 40% des personnes n'ont pas déclaré une satisfaction totale (« très satisfait(e) »).

Les acteurs du privé étaient ceux qui étaient le plus satisfaits du caractère volontaire, avec 41% s'étant dit « très satisfaits », contre 29% des acteurs du public et 19% des OSC. Les taux étaient plus similaires concernant la démarche multi-acteurs, puisqu'autour de 40% de chaque catégorie d'acteurs (sans compter les « autres ») étaient « très satisfaits ». Enfin, sur la question d'avoir une approche fondée sur la science pour la construction des EV, le secteur privé n'a répondu qu'à 26% être « très satisfait.e », contre 34% pour les OSC et 41% pour le public.

Figure 8 Niveau de satisfaction sur la démarche proposée par BIODEV2030 pour construire des engagements sectoriels



Perception sur la mobilisation du privé

Il était ensuite demandé si les parties prenantes étaient convaincues de la nécessité d'associer et de mobiliser le secteur privé dans la planification et les décisions politiques ayant trait à la protection et préservation de la biodiversité. 93% des répondant.e.s étaient convaincu.e.s, dont 30% « tout à fait convaincu(e)s ». Il est intéressant de noter que le public a été plus

tranché que le privé, avec 41% des acteurs institutionnels « tout à fait convaincu(e)s » contre 20% des entreprises et organisations faîtières.

Figure 9 Perception sur la nécessité d'associer le secteur privé à la planification et aux décisions politiques ayant trait à la préservation et protection de la biodiversité

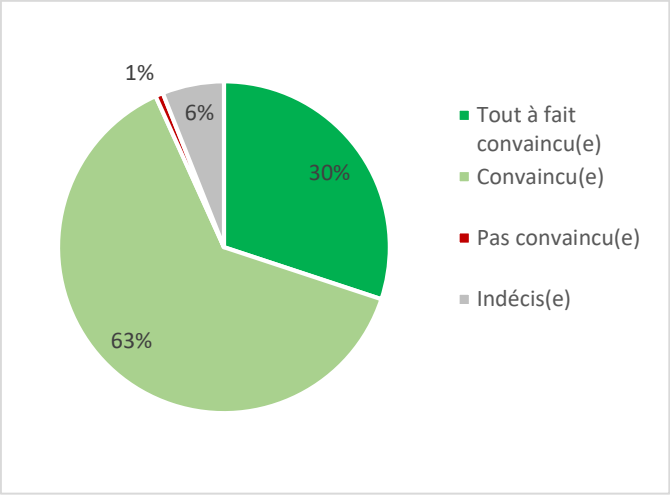
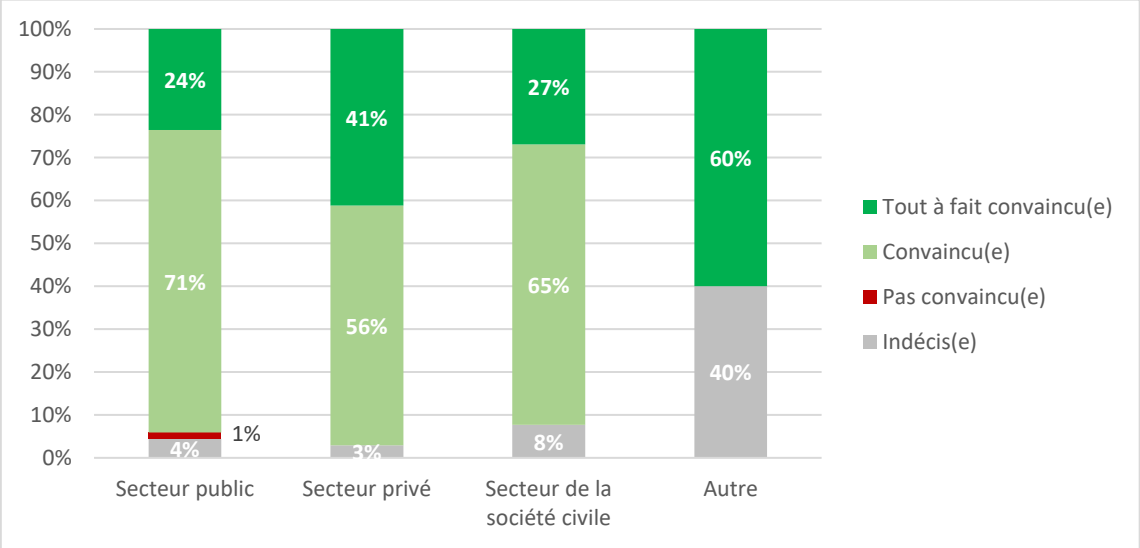
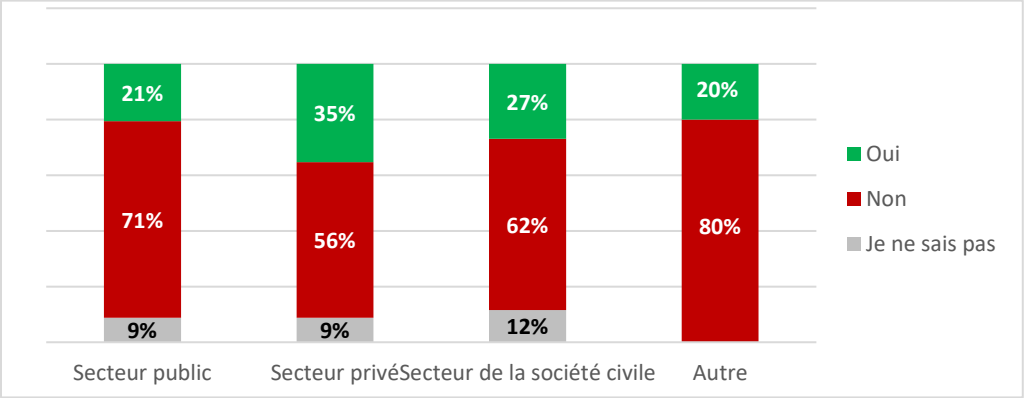


Figure 10 Perception sur la nécessité d'associer le secteur privé dans la planification et les décisions politiques ayant trait à la préservation et protection de la biodiversité, par catégorie d'acteurs



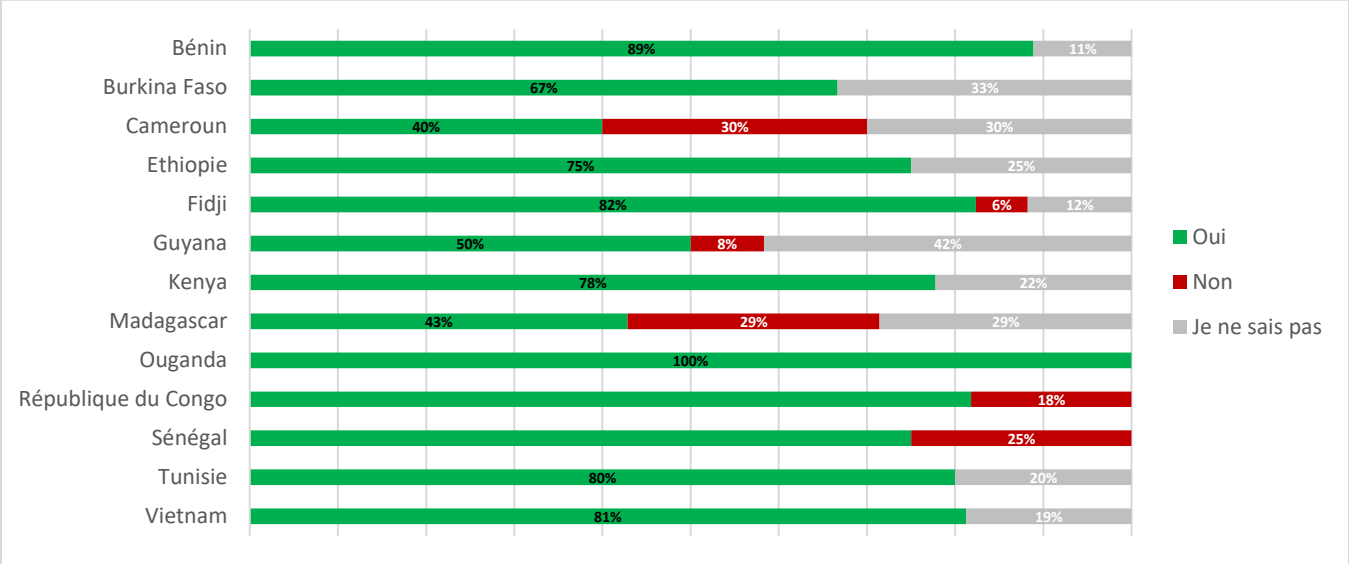
Par ailleurs, 87 des 133 répondant.e.s, soit 65%, ont déclaré que le secteur privé n'était pas suffisamment mobilisé dans leur pays de manière générale : cela concerne plus de la moitié des acteurs du secteur privé (19 sur 34), et 70% des acteurs du public.

Figure 11 Perception sur le niveau de mobilisation du secteur privé sur les enjeux de biodiversité dans les pays, par catégorie d'acteurs



Néanmoins, 71% pensent que le projet BIODEV2030 a permis de renforcer cette mobilisation, moins de 10% non. Ce chiffre monte à 79% parmi les acteurs du privé et 77% parmi les répondant.e.s des OSC. Selon les pays, les chiffres fluctuent quelque peu : 89% au Bénin, 82% à Fidji et 81% au Vietnam d'un côté, 43% à Madagascar et 50% au Guyana.

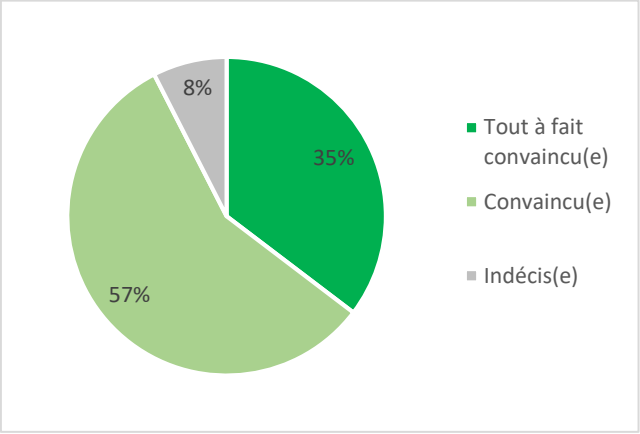
Figure 12 Perception sur le renforcement de la mobilisation du secteur privé sur les enjeux de biodiversité dans les pays grâce au projet, par pays



Perception sur la co-construction pour des EV ambitieux

Une question de l'enquête a cherché à savoir si les parties prenantes considéraient que la co-construction entre les différents acteurs était nécessaire pour que les EV soient les plus ambitieux possible. Tou.te.s les répondant.e.s ont été d'accord avec cette affirmation. 92% en étaient convaincu.e.s, dont 35% très convaincu.e.s. Les acteurs du privé et les OSC l'ont été davantage que ceux du public : 35 et 42% respectivement, contre 30% chez les répondant.e.s issu.e.s du public.

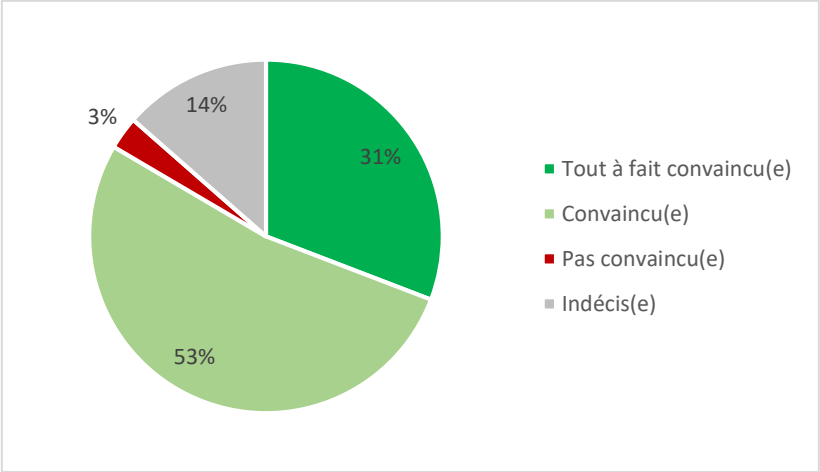
Figure 13 Perception sur la nécessité de co-construire des engagements entre les différents acteurs pour qu'ils soient le plus ambitieux possible



Perception sur la nécessité de s'appuyer sur un diagnostic initial pour construire des EV

Concernant l'affirmation « La construction d'engagements sectoriels doit nécessairement s'appuyer sur un diagnostic scientifique initial », 84% des répondant.e.s en étaient convaincu.e.s, dont 31% « tout à fait convaincu.e.s ». 14% restaient indécis sur le sujet.

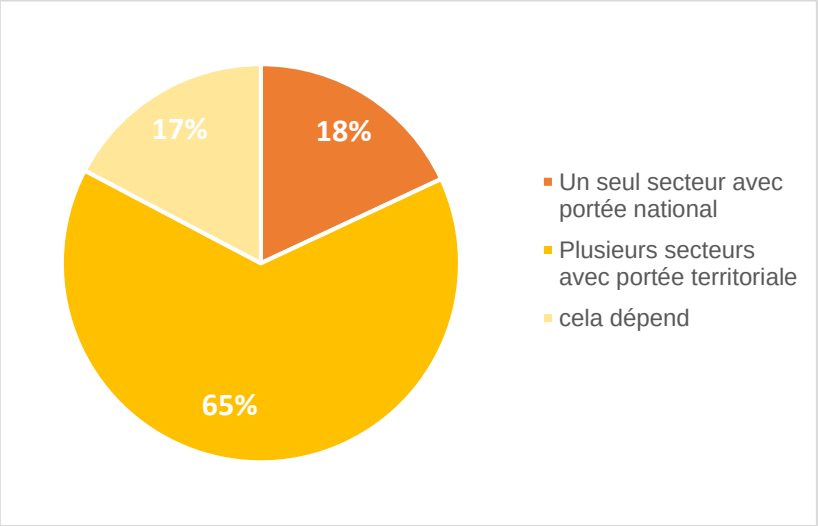
Figure 14 Perception sur la nécessité de fonder la construction d'engagements sectoriels sur un diagnostic scientifique initial



3 Perception sur la portée des engagements volontaires

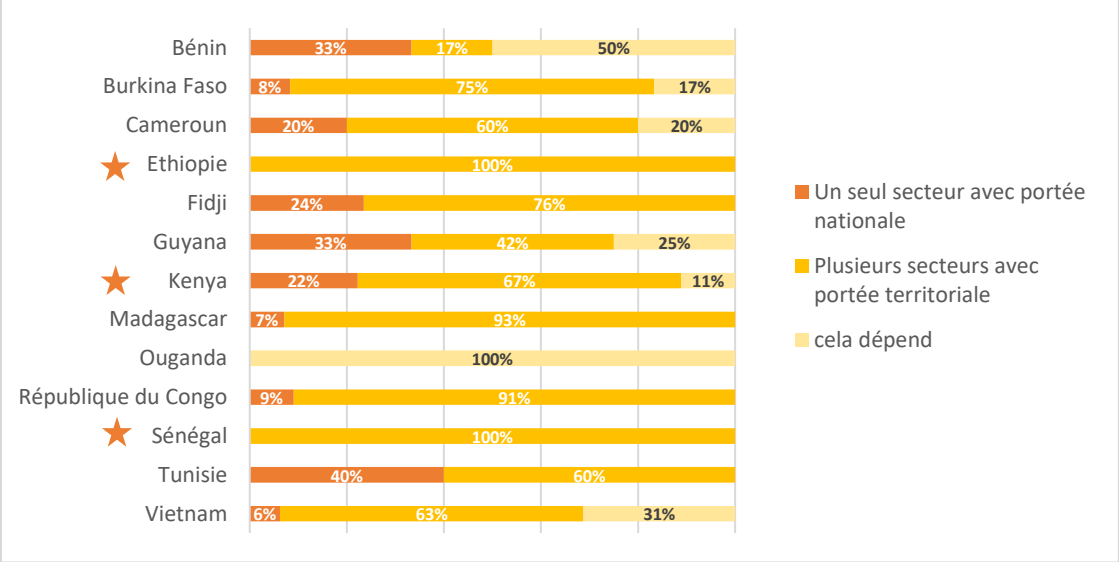
Une question de l'enquête a adressé la portée que doivent avoir des EV pour qu'ils soient ambitieux : s'ils doivent porter sur un seul secteur à l'échelle nationale, ou s'ils doivent concerner une région ou un territoire spécifique mais embrasser tous les secteurs qui y travaillent.

Figure 15 Opinion sur l'échelon territorial sur lequel des EV doivent porter pour être ambitieux



Sur les 133 répondant.e.s, 86, soit 65%, pensent que l'approche territoriale est plus efficace pour aboutir à des EV ambitieux. Cela a été particulièrement le cas au Burkina Faso (9 sur 12 personnes), à Fidji (13 sur 17), à Madagascar (13 sur 14), en République du Congo (10 sur 11) et au Sénégal (les 4 répondant.t.s). Les répondant.e.s du Bénin et du Vietnam ont davantage déclaré être mitigé.e.s sur le sujet (« cela dépend »). En termes de catégories d'acteurs, les secteurs public et privé oscillent autour de 60% pour l'approche territoriale, 77% du côté des OSC.

Figure 16 Opinion des répondant.e.s sur l'échelon territorial sur lequel des EV doivent porter pour être ambitieux, par pays. Les étoiles orange indiquent les pays où une approche territoriale a été adoptée.

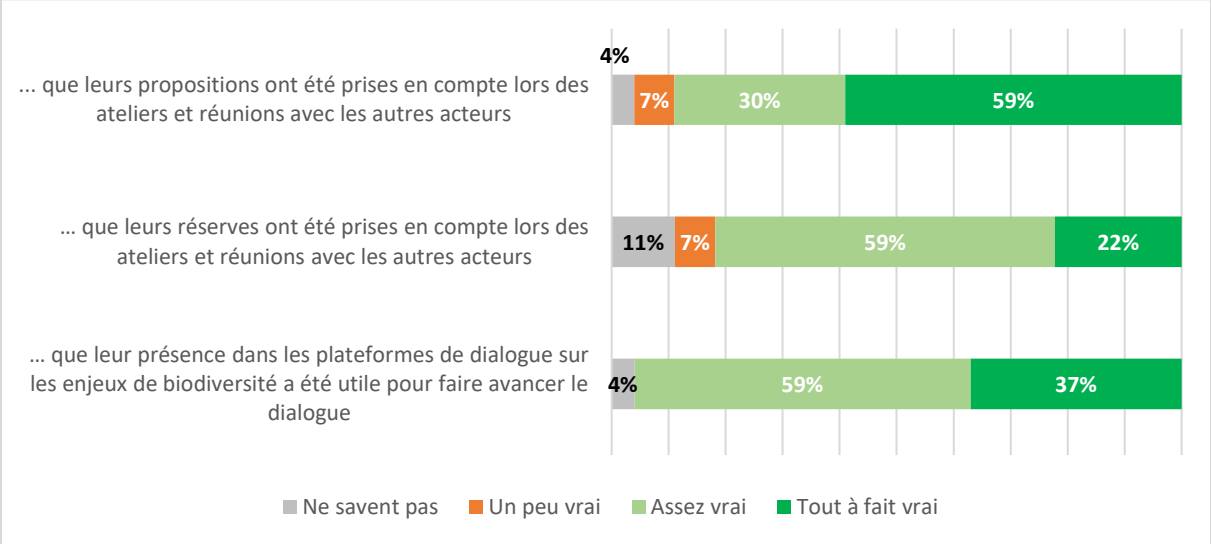


4 Perception sur la vocalité et le renforcement du secteur privé sur l'intégration de la biodiversité

Puisque le projet a cherché à construire des engagements sur une base volontaire grâce au dialogue et à l'appropriation, nous avons souhaité savoir via l'enquête si les acteurs du privé considéraient que leur voix avaient été écoutées et prises en compte, et ainsi pouvoir sonder de manière indirecte le niveau de vocalité de ces structures.

27 répondant.es du privé ont fait parvenir leurs réponses à cette section. La quasi-totalité des 27 (89%) considèrent que leurs propositions ont été prises en compte lors des ateliers et réunions avec les autres acteurs ; plus de 80% ont déclaré que leurs réserves ont aussi été prises en compte. Les réponses sont plus franches concernant la présence des acteurs du privé comme indispensable dans les plateformes pour faire avancer le dialogue : 95% des répondant.e.s étaient d'accord avec cette affirmation.

Figure 17 Ressentis des acteurs du privé sur la prise en compte et l'écoute de leurs avis et proposition. Considèrent-ils...



Enfin, il a été demandé aux entreprises et organisations professionnelles si elles considéraient que le projet leur a permis de se sentir davantage prêtes et outillées pour défendre et poursuivre l'intégration de la biodiversité dans les secteurs économiques choisis une fois le projet terminé. Les réponses sont positives, avec plus de 9/10ème des personnes déclarant que oui, dont 52% « oui beaucoup ».

Figure 18 Perception des acteurs du privé sur l'amélioration de leurs capacités pour poursuivre l'intégration de la biodiversité grâce au projet

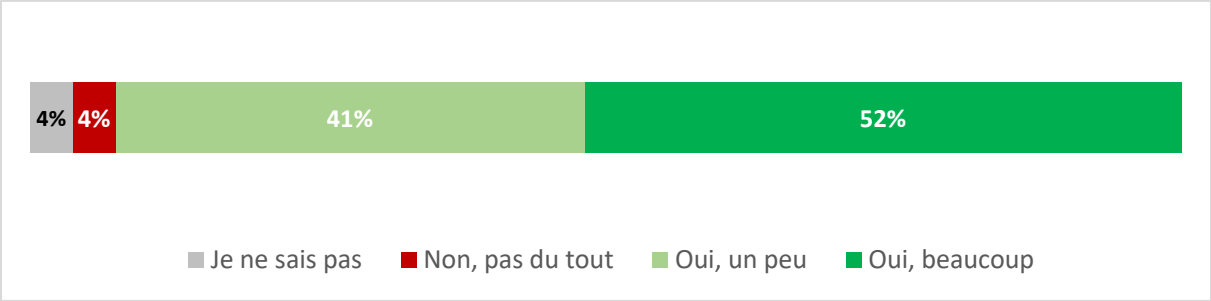
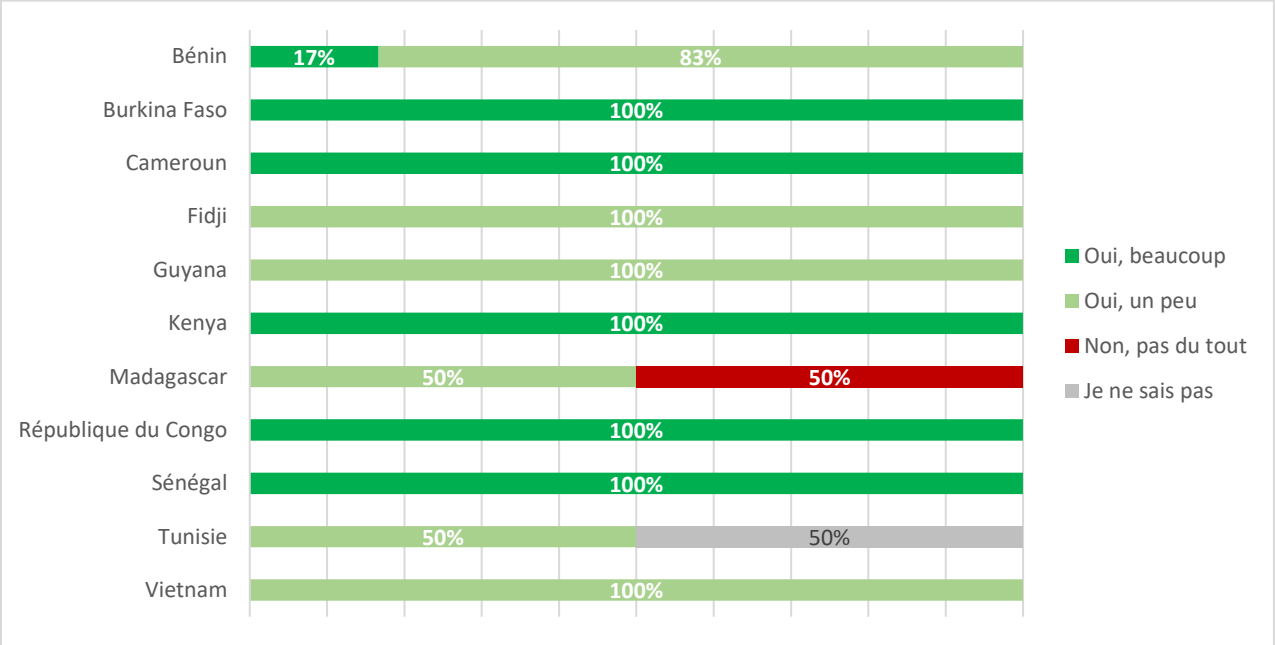


Figure 19 Perception des acteurs du privé sur l'amélioration de leurs capacités pour poursuivre l'intégration de la biodiversité grâce au projet, par pays



5 Evolution du niveau de connaissances sur les liens entre biodiversité et développement

L'enquête a cherché à savoir dans quelle mesure le projet avait permis de renforcer les connaissances des acteurs sur les sujets liés à l'intégration de la biodiversité traités par les diagnostics réalisés (menaces et secteurs) dans les pays et les diverses restitutions et rencontres techniques qui ont eu lieu. Pour apprécier cette évolution, il a été demandé aux répondant.e.s d'évaluer leur niveau de connaissance avant le projet et au moment de répondre au questionnaire (en fin de projet donc). Cela a été fait sur 5 sujets :

1) L'état de la biodiversité dans les pays
2) Les impacts des pratiques productives sur la biodiversité
3) Les pratiques productives qui préservent la biodiversité
4) Le rôle des politiques publiques dans la préservation de la biodiversité
5) La dépendance des secteurs économiques et des populations au bon état de la biodiversité

De manière générale, 46% des répondant.e.s ont déclaré avoir amélioré leurs connaissances sur les 5 sujets ci-dessus, et 46% autres informent ne pas avoir vu d'évolution.

On peut par ailleurs constater que les médias sont ceux qui ont vu une marge de progression la plus élevée, puisqu'il s'agissait d'acteurs peu sensibilisés au sujet initialement et qui ont bénéficié d'ateliers dédiées dans certains pays (Bénin, Tunisie).

Il faut enfin noter que des répondant.e.s ont indiqué une note plus haute en début de projet qu'en fin de projet. Cela se manifeste par une « régression » - il n'est pas possible de régresser en termes de connaissances, toutefois, il se peut que certaines personnes aient ré-évalué leur niveau de connaissance initial car les sujets traités étaient plus riches que prévu. Dans d'autres cas, il s'agira d'une erreur de saisie. Comme cela a été expliqué, nous n'avons pas pu réaliser des entretiens supplémentaires pour approfondir ces questions.

Sur l'état de la biodiversité

Les pays ont mené un premier diagnostic pour identifier et classer les principaux moteurs de la perte de biodiversité au niveau national, et ainsi en déduire les secteurs économiques responsables. Ces diagnostics avaient non seulement pour objectif de produire de la donnée scientifique sur l'état de la biodiversité, mais aussi de partager les constats et enjeux avec les parties prenantes afin de les mobiliser.

Les réponses se répartissent de manière quasi équivalente entre les répondant.e.s déclarant avoir vu le niveau de connaissance sur l'état de la biodiversité progresser grâce au projet (45%) et ceux qui considère qu'il est resté au même niveau (47%).

Figure 20 Evolution perçue du niveau de connaissances sur l'état de la biodiversité dans les pays

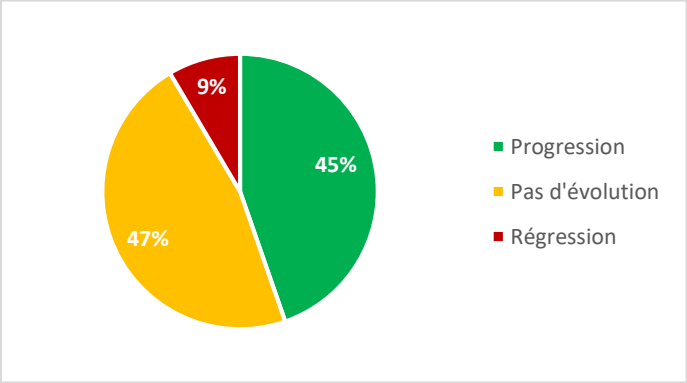
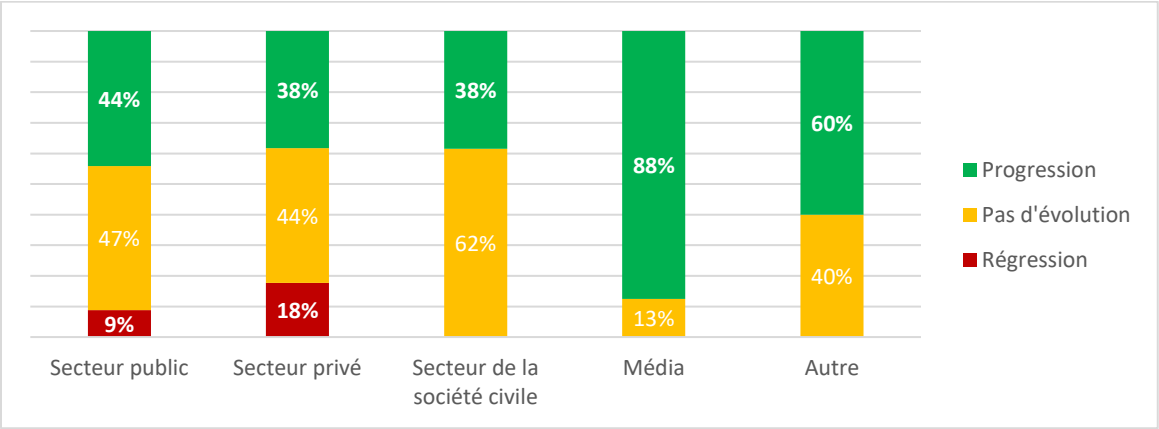


Figure 21 Evolution perçue du niveau de connaissances sur l'état de la biodiversité dans les pays, par type d'acteurs



Sur l'impact des pratiques productives sur la biodiversité

Le diagnostic des menaces sur la biodiversité a également permis d'obtenir des données sur les pratiques productives néfastes pour la biodiversité. 43% disent avoir amélioré leurs connaissances sur ce sujet, tandis que 52% n'ont pas vu d'évolution. Cela peut être expliqué par le fait que les pratiques qui menacent la biodiversité sont souvent déjà connues et les diagnostics n'ont pas apporté de surprises à cet égard.

Figure 22 Evolution perçue du niveau de connaissances sur l'impact des pratiques productives sur la biodiversité

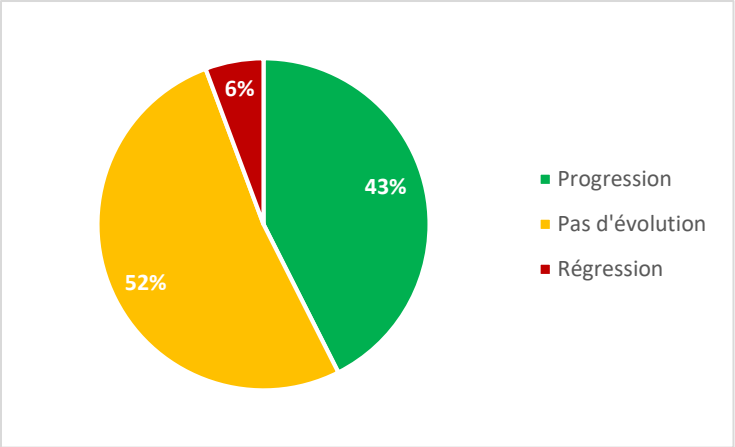
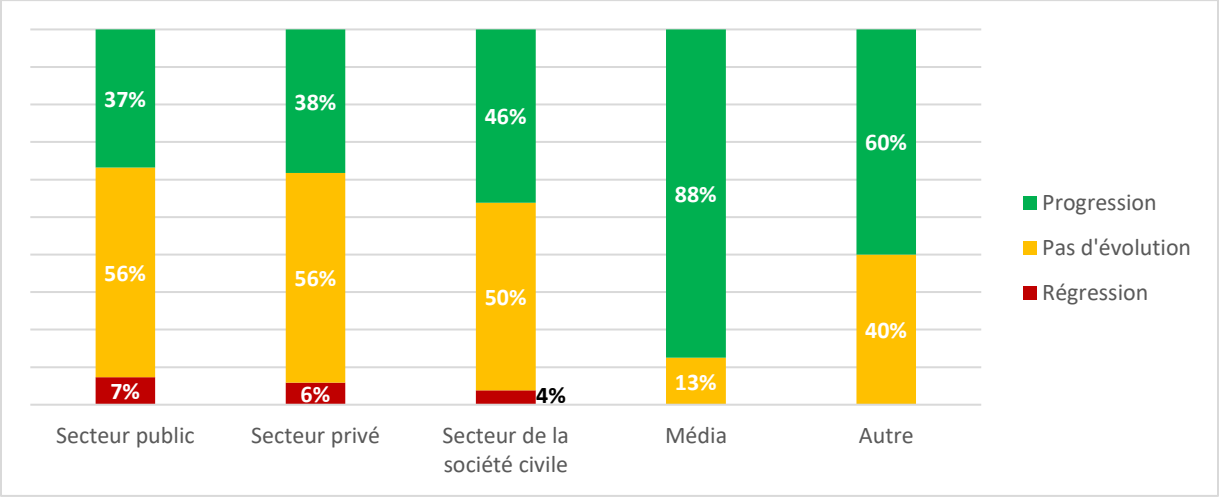


Figure 23 Evolution perçue du niveau de connaissances sur l'impact des pratiques productives sur la biodiversité, par type d'acteurs



Sur les pratiques productives qui préservent la biodiversité

Ici, le rapport Progression – pas d'évolution change légèrement, puisque un plus grand nombre déclare avoir vu leurs connaissances progresser sur les pratiques productives vertueuses, même si les nombres sont très proches : 67 répondant.e.s en « progression », et 64 en « pas d'évolution ».

Figure 24 Evolution perçue du niveau de connaissances sur les pratiques productives qui préservent la biodiversité

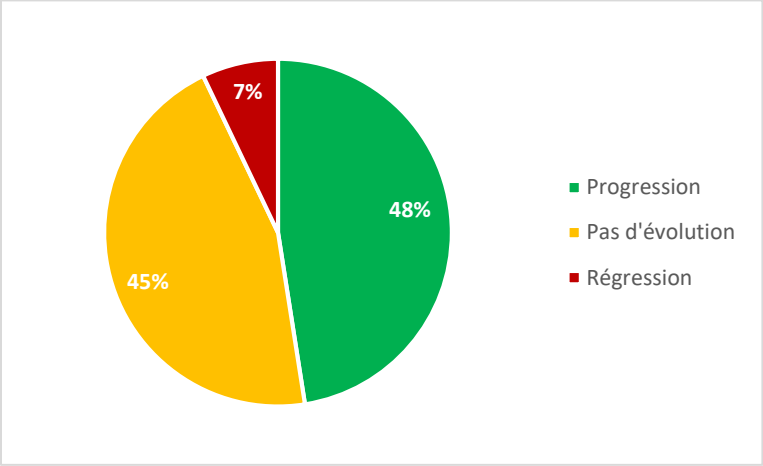
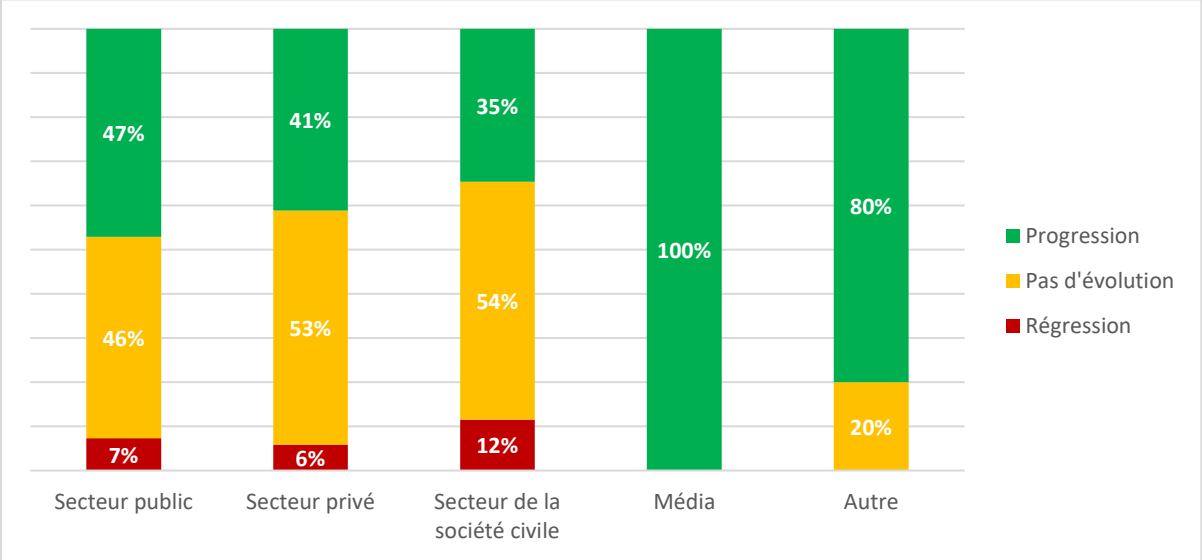


Figure 25 Evolution perçue du niveau de connaissances sur les pratiques productives qui préservent la biodiversité, par type d'acteurs



Sur le rôle des politiques publiques dans la préservation de la biodiversité

Sur ce quatrième sujet, quasi la moitié (68 personnes, soit 48%) des répondant.e.s ont déclaré avoir amélioré leurs connaissances.

Figure 26 Evolution perçue du niveau de connaissances sur le rôle des politiques publiques dans la préservation

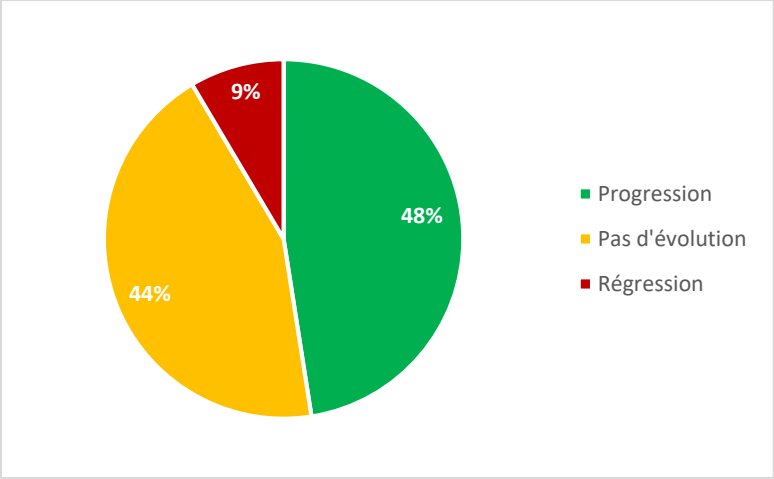
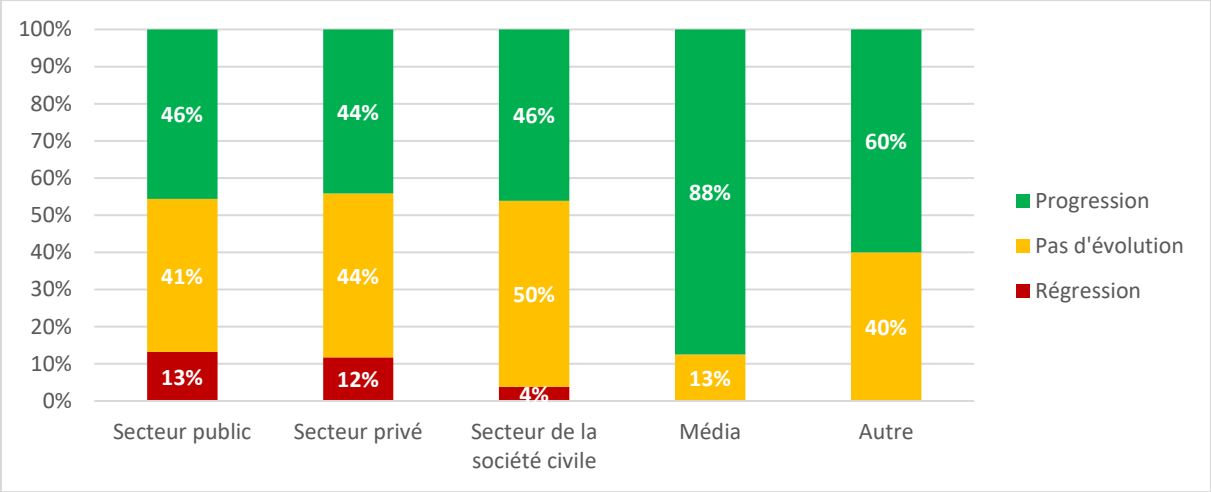


Figure 27 Evolution perçue du niveau de connaissances sur le rôle des politiques publiques dans la préservation de la biodiversité, par type d'acteurs



Sur la dépendance des secteurs économiques et population au bon état de la biodiversité

Enfin, concernant le dernier sujet, la notion de dépendance peut être complexe à aborder et à comprendre. Elle a par ailleurs peu fait l'objet de discussions spécifiques dans les pays. Toutefois, 48% des répondant.e.s indiquent une progression, et 44% pas d'évolution. Il est intéressant de noter qu'au niveau des acteurs privés, cela est équilibré, ce qui indique qu'un certain nombre d'entreprises et organisations interprofessionnelles ayant pris part au projet étaient déjà au courant de cette dépendance de leur modèle économique.

Figure 28 Evolution perçue du niveau de connaissances sur la dépendance des secteurs économiques et des populations sur la biodiversité

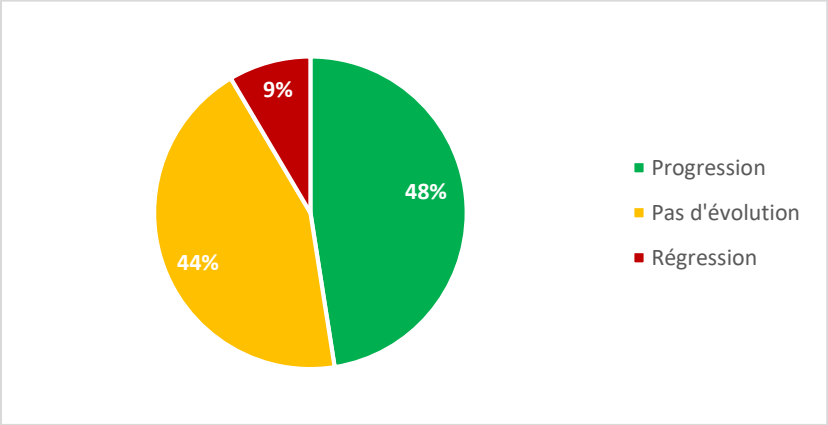
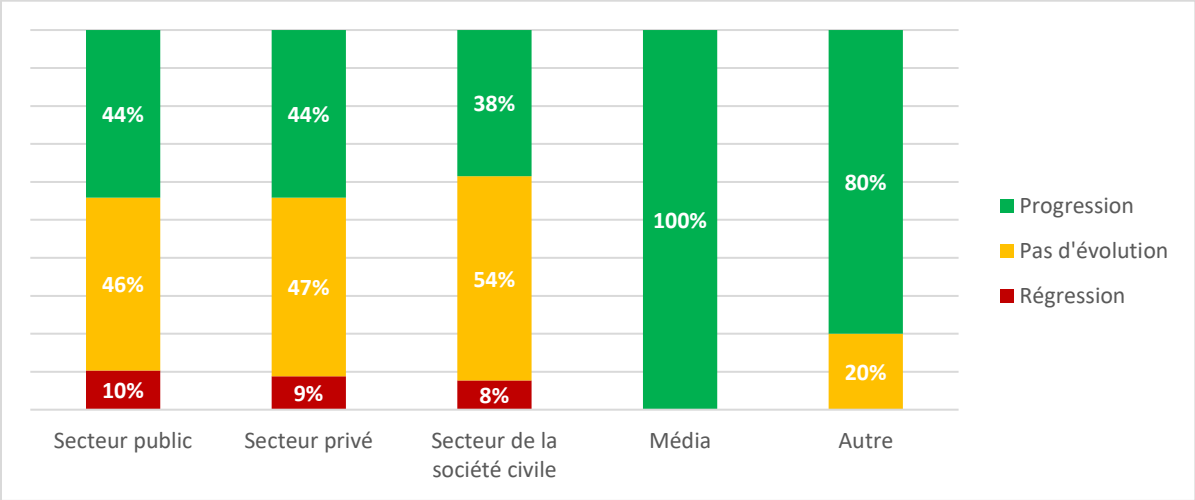


Figure 29 Evolution perçue du niveau de connaissances sur la dépendance des secteurs économiques et des populations sur la biodiversité, par type d'acteurs



6 Perception sur le choix des secteurs économiques

Le diagnostic des menaces a permis de démontrer le lien entre les principales menaces et les secteurs économiques clés. Si le choix des secteurs économiques prioritaires a surtout reposé sur les résultats du diagnostic des menaces, d'autres critères sont également entrés en compte (économiques, sociaux, institutionnels, de volonté ou de structuration des acteurs). L'enquête a cherché à recueillir l'avis des parties prenantes du projet sur la sélection des secteurs, en leur demandant si elles considéraient que les filières choisies étaient celles :

- qui impactent aujourd'hui fortement la biodiversité à l'échelle nationale
- qui contribuent aujourd'hui fortement à l'économie nationale (PIB ou emplois)
- qui ont un potentiel de croissance forte dans les prochaines décennies
- qui ont un potentiel de réduction de leurs impacts négatifs sur la biodiversité
- qui étaient déjà engagées dans une démarche de prise en compte et de préservation de la biodiversité.

L'ensemble des acteurs à l'exception des médias qui n'étaient pas impliqués dans la sélection des secteurs, ont pu répondre, soit 133 réponses.

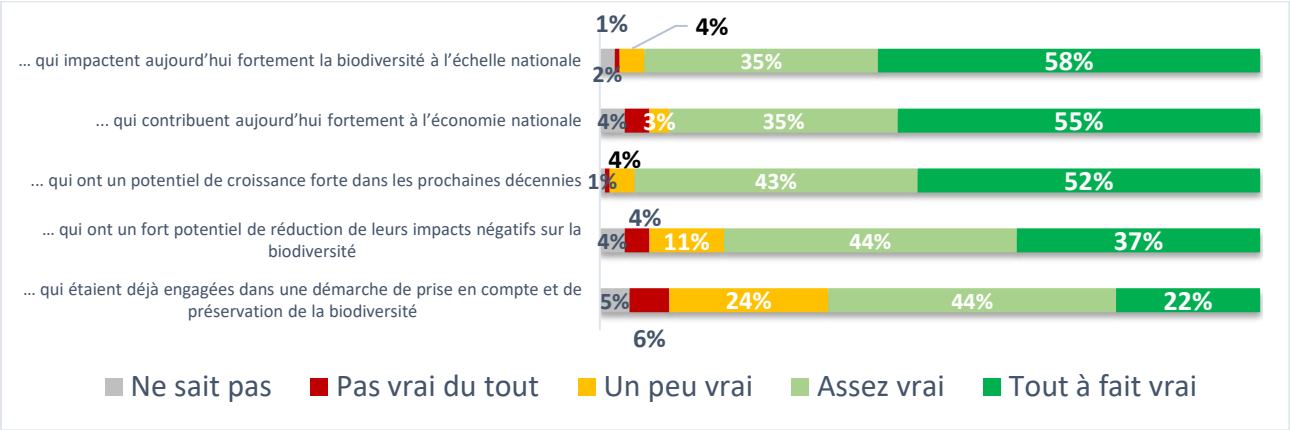
Une très grande majorité des répondant.e.s s'accordent pour dire que les filières choisies dans leur pays sont à la fois des filières qui impactent fortement la biodiversité et qui contribuent

fortement à l'économie nationale aujourd'hui mais aussi dans les prochaines décennies (« tout à fait vrai » et « assez vrai »).

15% des personnes ont émis des réserves (« un peu vrai » et « pas vrai du tout ») sur le fait que les filières choisies ont un fort potentiel de réduction de leurs impacts négatifs sur la biodiversité. Le taux de personnes ayant répondu « un peu vrai » et « pas vrai du tout » sur cette dernière question était plus important chez les acteurs de la société civile (23% du nombre total des répondant.e.s issus des OSC) et des acteurs du public (16%), alors qu'il était de 9% chez les acteurs du privé.

Pour ce qui est du choix de filières déjà engagées dans une démarche de prise en compte et de préservation de la biodiversité, seulement 65% des répondant.e.s étaient d'accord avec cette affirmation contre 30% contre. Il n'y a pas de différences de réponses entre les catégories d'acteurs.

Figure 30 Opinion des répondant.e.s sur le choix des filières économiques. Sont-elles des filières…



7 L'appropriation des enjeux de biodiversité par les médias

Quelque uns des 16 pays ayant spécifiquement ciblé les médias, deux questions leur ont été réservées afin d'apprécier leur niveau d'appropriation des enjeux de biodiversité. Aux questions « Vous sentez-vous davantage en capacité de traiter des sujets 'biodiversité' grâce au projet BIODEV2030 » et « Vous sentez-vous davantage en capacité d'informer sur les impacts et dépendances des pratiques productives sur la biodiversité grâce au projet », les 7 répondant.e.s ont déclaré que oui (une des 8 personnes n'a pas répondu à cette section du questionnaire). Rappelons que les répondant.e.s issu.e.s des médias ayant répondu viennent du Bénin et de Tunisie, là où des ateliers de formation dédiés ont été menés pour ce groupe de personnes.

C. Conclusion

L'enquête menée n'a malheureusement pas été représentative de l'ensemble des parties prenantes du projet dans les 16 pays pour diverses raisons évoquées en introduction. Néanmoins les données obtenues fournissent des tendances et des éléments intéressants qu'il convient de prendre en compte dans l'analyse des résultats du projet et la capitalisation de l'approche adoptée pour une réplication dans d'autres contextes. Les points saillants à retenir sont :

- Les participant.e.s sont **globalement satisfait.e.s** du projet et de l'approche adoptée pour aboutir à des EV, avec une moyenne de 93% satisfait.e.s et très satisfait.e.s. Il faut toutefois noter qu'entre 30 et 40% des personnes n'ont pas déclaré une satisfaction totale (« très satisfait(e) »). La marge de progression est donc significative.
- 93% des répondant.e.s sont convaincu.e.s de la **nécessité d'associer et de mobiliser le secteur privé dans la planification et les décisions politiques** portant sur la protection et préservation de la biodiversité. A noter que seulement 30% en sont complètement convaincu.e.s, ce qui reflète un tâtonnement ou hésitation sur cette question, notamment au niveau des acteurs du public, qui sont 24% à être dans cette situation.
- Plus des deux tiers des répondants estiment que le projet a permis de **renforcer la mobilisation du secteur privé**, notamment au Bénin, Fidji et Vietnam. Cela a été moins le cas, selon les répondant.t.es, à Madagascar et au Guyana.
- Les répondant.e.s semblent s'accorder davantage sur des **EV qui soient construits au niveau d'un territoire** sur l'ensemble des secteurs économiques présents, plutôt qu'au niveau national sur un secteur spécifique. Cette approche territoriale de la construction des EV comme pouvant permettre des EV plus ambitieux est donc une leçon importante pour le projet.
- Le projet n'a permis que **partiellement une progression des connaissances** sur les enjeux de biodiversité et d'intégration sectorielle, puisque seulement 46% des 141 répondants ont informé une évolution. Plusieurs raisons autres que les biais mentionnés en introduction peuvent expliquer ce résultat, comme notamment le fait que les parties prenantes au projet étaient des acteurs déjà engagés ou sensibilisés, et n'ont donc pas forcément appris de nouvelles choses.
- Une très grande majorité des répondant.e.s s'accordent pour dire que les filières choisies dans leur pays sont à la fois des filières qui impactent fortement la biodiversité et qui contribuent fortement à l'économie nationale aujourd'hui mais aussi dans les prochaines décennies. Cependant, quelques réserves ont été émises quant au potentiel de réduction des impacts négatifs sur la biodiversité de ces filières.

Annexe – Questionnaire d'enquête

Vous pouvez changer au portugais en sélectionnant la langue dans le menu en haut de la page. **Le projet BIODEV2030 se terminera en fin d'année dans les pays. L'équipe de coordination de BIODEV2030 mène une enquête afin d'avoir une meilleure connaissance des résultats du projet et des bénéfices que vous percevez. Cette enquête est anonyme et devrait vous prendre 10 minutes. Elle sera utilisée à des fins de capitalisation et d'auto-évaluation de la mise en œuvre du projet.**		
Section A. Introduction		
A1. De quel pays venez-vous ?	**A.** Bénin **B.** Burkina Faso **C.** Cameroun **D.** Congo **E.** Ethiopia **F.** Fiji **G.** Gabon **H.** Guinée **I.** Guyana **J.** Kenya **K.** Madagascar **L.** Mozambique **M.** Sénégal **N.** Tunisie **O.** Uganda **P.** Vietnam	
Section B. Votre profil		
B1. Êtes-vous :	**A.** une femme **B.** un homme **C.** Je ne souhaite pas préciser	
B2. Dans quel type de structure travaillez-vous ?	**A.** Secteur public **B.** Secteur privé **C.** Secteur de la société civile **D.** Média **E.** Autre *(Précisez laquelle)*	A ➔ B3 B ➔ B6, partie D C ➔ B7 D ➔ section G
B3. A quelle institution êtes-vous rattaché(e) ?	**A.** Ministère de l'environnement ou équivalent **B.** Ministère du budget et/ou planification ou équivalent **C.** Autre Ministère (*précisez lequel)* **D.** Secteur académique / de la recherche **E.** Bailleur de fonds **F.** Autre (*Précisez laquelle*)	A ➔ B8 A, B, C ➔ B4, B5
B4. Quelles sont vos responsabilités au sein du Ministère ?	**A.** Cabinet ministériel **B.** Directeur.trice général **C.** Manager d'équipe, d'unité, de département **D.** Expert (scientifique, économique, juridique…) **E.** Point focal protocole Carthagène ou Nagoya **F.** Autre (*précisez)*	
B5. A quel échelon administratif travaillez-vous ?	**A.** Central / fédéral / national **B.** Provincial / régional **C.** Local	
B6. Dans quel type d'organisation du secteur privé travaillez-vous ?	**A.** Organisation faîtière / inter-professionnelle **B.** Coopérative **C.** Entreprise nationale **D.** Entreprise internationale **E.** Entreprise artisanale **F.** Secteur financier / bancaire **G.** Autre (*Précisez laquelle)*	A ➔ D2 et D3 B ➔ D4 C, D et E ➔ D1, D5, D6
B7. Dans quel type d'organisation de la société civile travaillez ou représentez-vous ?	**A.** Association / ONG **B.** Représentant d'une communauté locale **C.** Représentant de peuple(s) autochtone(s) **D.** Autre (Précisez laquelle)	

B8. Etes-vous ou avez-vous été le ou la Point Focal pour la Convention sur la diversité biologique ?	**A.** Oui **B.** Non	A ➔ B9, partie E
B9. Depuis quand occupez-vous ce rôle de Point focal ?	Année ……..	
B10. Depuis quand êtes-vous impliqué(e) sur le projet BIODEV2030 ?	**A.** Premier semestre 2020 **B.** Deuxième semestre 2020 **C.** Premier semestre 2021 **D.** Deuxième semestre 2021 **E.** Premier semestre 2022 **F.** Deuxième semestre 2022	
B11. A combien d'événements BIODEV2030 avez-vous participé ?	Nombre….	
Section C. Votre compréhension des liens entre activités économiques et biodiversité		
C1. Quel était votre niveau de connaissances AVANT votre implication dans le projet BIODEV2030 sur :		
l'état de la biodiversité dans votre pays	**A.** Très faible **B.** Faible **C.** Bon **D.** Très bon **E.** Je ne me souviens plus	
les impacts des pratiques productives (agricoles, minières, forestières, pêche…) sur la biodiversité		
les pratiques productives qui préservent la biodiversité		
le rôle des politiques publiques sectorielles (agricoles, minières, forestières, pêche…) dans la préservation de la biodiversité		
la dépendance des secteurs économiques et des populations au bon état de la biodiversité		
C2. Quel est votre niveau ACTUEL de connaissances sur :		
l'état de la biodiversité dans votre pays	**A.** Très faible **B.** Faible **C.** Bon **D.** Très bon **E.** Je ne me prononce pas	
les impacts des pratiques productives (agricoles, minières, forestières, pêche…) sur la biodiversité		
les pratiques productives qui préservent la biodiversité		
le rôle des politiques publiques sectorielles (agricoles, minières, forestières, pêche…) dans la préservation de la biodiversité		
la dépendance des secteurs économiques et des populations au bon état de la biodiversité		

C3. Selon vous, les filières choisies dans le cadre du projet BIODEV2030 pour aboutir aux engagements volontaires :					
	A. Pas vrai du tout	**B.** Un peu vrai	**C.** Assez vrai	**D.** Tout à fait vrai	**E.** Je ne sais pas
impactent aujourd'hui fortement la biodiversité à l'échelle nationale					
contribuent aujourd'hui fortement à l'économie nationale (PIB ou emplois)					

ont un potentiel de croissance forte dans les prochaines décennies					
ont un fort potentiel de réduction de leurs impacts négatifs sur la biodiversité					
étaient déjà engagées dans une démarche de prise en compte et de préservation de la biodiversité					

Section D. Profil et expérience du secteur privé		
D1. Combien votre entreprise a-t-elle de salariés ?	Nombre …….	
D2. Précisez votre secteur d'intervention / les métiers que vous représentez	……	
D3. Combien de membres votre organisation représente-t-elle ?	Nombre …….	
D4. Combien votre coopérative a-t-elle de membres ?	Nombre ……..	
D5. Dans quel secteur ou filière votre entreprise travaille-t-elle ?	……	
D6. Quel est le chiffre d'affaires de votre entreprise ?	Nombre ……..	
D7. Quelles sont vos responsabilités au sein de votre structure ?	**A.** Direction **B.** Encadrement **C.** Technicien **D.** Autre (*précisez)*	
D8. A quel département ou service êtes-vous rattaché ?	……	
D9. Diriez-vous que votre structure était déjà engagée positivement en faveur de la biodiversité AVANT son implication dans le projet BIODEV2030 ?	**A.** Pas du tout **B.** Un petit peu **C.** Beaucoup **D.** Je ne sais pas	B et C ➔ D10
D10. De quelle manière ?	……	

D11. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes :					
	A. Pas vrai du tout	**B.** Un peu vrai	**C.** Assez vrai	**D.** Tout à fait vrai	**E.** Je ne sais pas
Mes propositions ont été prises en compte lors des ateliers et réunions avec les autres acteurs					
Mes réserves ont été prises en compte lors des ateliers et réunions avec les autres acteurs					
Ma présence dans la plateforme de dialogue sur les enjeux de biodiversité a été utile pour faire avancer le dialogue					

D12. Vous sentez-vous davantage prêt(e) et outillé(e) pour défendre et poursuivre l'intégration de la biodiversité dans les secteurs	**A.** Non, pas du tout **B.** Non, pas vraiment **C.** Oui, un peu **D.** Oui, beaucoup **E.** Je ne sais pas	

économiques grâce au projet BIODEV2030 ?		

Section E. Expérience des Points focaux nationaux CDB		
E1. Quel était votre niveau de connaissances sur le sujet du mainstreaming de la biodiversité (intégration de la biodiversité dans les activités économiques) AVANT votre implication dans le projet BIODEV2030 ?	**A.** Très faible **B.** Faible **C.** Bon **D.** Très bon **E.** Je ne sais plus	
E2. Quel est votre niveau ACTUEL de connaissances sur le sujet de l'intégration de la biodiversité ?	**A.** Très faible **B.** Faible **C.** Bon **D.** Très bon **E.** Je ne me prononce pas	C, D et E ➔ E3
E3. Estimez-vous avoir renforcé vos connaissances sur l'intégration de la biodiversité grâce au projet BIODEV2030 ?	**A.** Non, pas du tout **B.** Non, pas vraiment **C.** Oui, un peu **D.** Oui, beaucoup **E.** Je ne sais pas	
E4. Vous sentez-vous davantage prêt(e) et outillé(e) pour défendre et poursuivre l'intégration de la biodiversité dans les secteurs économiques grâce au projet BIODEV2030 ?	**A.** Non, pas du tout **B.** Non, pas vraiment **C.** Oui, un peu **D.** Oui, beaucoup **E.** Je ne sais pas	
E5. Le projet BIODEV2030 vous a-t-il aidé à jouer votre rôle de négociateur CDB ?	**A.** Non, pas du tout **B.** Non, pas vraiment **C.** Oui, un peu **D.** Oui, beaucoup **E.** Je ne sais pas	
E6. Le projet BIODEV2030 vous a-t-il aidé à construire votre plan national biodiversité pour la mise en œuvre du futur cadre mondial sur la biodiversité (SPANBs) ?	**A.** Non, pas du tout **B.** Non, pas vraiment **C.** Oui, un peu **D.** Oui, beaucoup **E.** Je ne sais pas	
Section F. Intérêt et satisfaction de la démarche multi-acteur et volontaire de construction des engagements sectoriels		
F1. Etes-vous satisfait(e) du caractère volontaire de la construction des engagements sectoriels telle que mise en œuvre par le projet BIODEV2030 ?	**A.** Très insatisfait(e) **B.** Insatisfait(e) **C.** Satisfait(e) **D.** Très satisfait(e) **E.** Je ne sais pas	
F2. Etes-vous satisfait(e) de la démarche multi-acteurs de construction d'engagements sectoriels telle que mise en œuvre par le projet BIODEV2030 ?	**A.** Très insatisfait(e) **B.** Insatisfait(e) **C.** Satisfait(e) **D.** Très satisfait(e) **E.** Je ne sais pas	
F3. Etes-vous satisfait(e) de l'approche fondée sur la science pour construire des engagements sectoriels telle que mise en œuvre par le projet BIODEV2030 ?	**A.** Très insatisfait(e) **B.** Insatisfait(e) **C.** Satisfait(e) **D.** Très satisfait(e) **E.** Je ne sais pas	

F4. Dans quelle mesure êtes-vous convaincu(e) par les affirmations suivantes :

	A. Pas du tout convaincu(e)	**B.** Pas convaincu(e)	**C.** Indécis(e)	**D.** Convaincu(e)	**E.** Tout à fait convaincu(e)
Le secteur privé doit être associé et mobilisé dans la planification et les décisions politiques ayant trait à la protection et préservation de la biodiversité					
La co-construction entre les différents acteurs est nécessaire pour aboutir à des engagements sectoriels ambitieux					
La construction d'engagements sectoriels doit nécessairement s'appuyer sur un diagnostic scientifique initial					

F5. Pensez-vous que le secteur privé est suffisamment mobilisé sur les enjeux de biodiversité dans votre pays?	**A.** Oui **B.** Non **C.** Je ne sais pas	
F6. Le projet BIODEV2030 a-t-il permis de renforcer la mobilisation du secteur privé sur les enjeux de biodiversité dans votre pays ?	**A.** Oui **B.** Non **C.** Je ne sais pas	
F7. A propos de la portée que doivent avoir les engagements volontaires, pensez-vous qu'ils seront plus ambitieux :	**A.** s'ils portent sur un seul secteur à l'échelle nationale **B.** s'ils concernent une région ou un territoire spécifique mais s'appliquent à tous les secteurs qui y travaillent **C.** cela dépend (précisez pourquoi)	
F8. Avez-vous des commentaires, des suggestions, des compléments d'information que vous souhaitez nous transmettre ?	……	
Section G. Appropriation des enjeux de biodiversité par les médias		
G1. Vous sentez-vous davantage en capacité de traiter des sujets "biodiversité" grâce au projet BIODEV2030 ?	**A.** Non, pas du tout **B.** Non, pas vraiment **C.** Oui, un peu **D.** Oui, beaucoup **E.** Je ne sais pas	
G2. Vous sentez-vous davantage en capacité d'informer sur les impacts et dépendances des pratiques productives sur la biodiversité grâce au projet BIODEV2030 ?	**A.** Non, pas du tout **B.** Non, pas vraiment **C.** Oui, un peu **D.** Oui, beaucoup **E.** Je ne sais pas	
Section H. Conclusion		
Nous vous remercions d'avoir pris le temps de répondre à ce questionnaire. Vos réponses seront analysées dans les prochaines semaines et nous seront d'une grande utilité pour mieux connaître les effets du projet BIODEV2030. Si vous souhaitez nous adresser vos questions ou commentaires directement, vous pouvez		

écrire à Emma Maisonnave, Chargée suivi-évaluation à Expertise France : emmanuelle.maisonnave@expertisefrance.fr.
Vous pouvez également laisser votre contact si vous souhaitez recevoir le rapport qui sera produit à l'issue de cette enquête ainsi que les produits de capitalisation du projet.